

## Tendances

A la conférence de Rome II (15 mars) dédiée au soutien des Forces armées et de sécurité libanaises, la France, qui accueillera en avril la conférence du CEDRE en soutien à l'économie libanaise, a voulu chiffrer son engagement pour la stabilité du Liban en annonçant l'ouverture, au bénéfice de l'Etat libanais d'une capacité d'achat de matériel militaire français en apportant sa garantie à hauteur de €400m. Selon le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian qui représentait son pays à Rome II, « ces matériels seront destinés à l'Armée libanaise et aux FSI et contribueront en particulier à la création d'un régiment modèle de l'Armée libanaise, enjeu décisif pour la stabilité dans la zone de la ligne bleue à laquelle la France participe dans le cadre de la FINUL ».



L'UE a également annoncé, par la voix de sa haute représentante Federica Mogherini, un [budget de €50m au profit de l'Armée et des Forces de sécurité libanaises](#). Pour leur part, les Etats-Unis ont informé le Premier ministre Saad Hariri de l'affectation d'un budget de \$100m en aides militaires pour le Liban, et la Russie a pris la décision d'ouvrir une ligne de crédits de \$1md au profit des Forces armées et de sécurité libanaises. Quelques rares autres déclarations d'intention ont été faites lors de cette conférence qui était l'occasion pour l'Armée libanaise et pour les services de sécurité du Ministère de l'Intérieur de

## La LettreM

La LettreM est un bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

La LettreM est destinée aux partenaires régionaux de la France et aux acteurs français (diplomatiques, militaires, économiques et culturels) présents sur la zone MOAN.

La LettreM commente et analyse l'actualité française sur la zone MOAN, avec l'ambition d'aider les partenaires de la France à mieux comprendre et interpréter ses actions et politiques actuelles.

La LettreM propose aussi aux partenaires français des pays arabes et de l'Iran une veille stratégique et opérationnelle de la zone MOAN

La LettreM s'articule autour des axes suivants :

### • Tendances

Une synthèse de l'actualité franco-régionale et une mise en perspective des signaux faibles

### • E-Diplomacy

Expressions diplomatiques sur la twittosphère

### • La France vue par les 24

La perception des actions et politiques françaises suivant un prisme arabe et régional

### • Grands contrats

Les enjeux commerciaux majeurs : BTP, Energie, Défense, Transports, Santé, Finances

### • Spotlight

La bourse des acteurs et des décideurs sur la voie Paris-MOAN

présenter leurs plans quinquennaux et leurs listes des besoins en équipements et en formation. Des discussions bilatérales devront également permettre au Liban et à d'autres pays donateurs d'affiner leurs besoins et leurs offres. [On ignore si l'Arabie saoudite et les autres pays arabes du Golfe s'y associeront, comment et quand.](#)

**Une conférence en demi-teinte, sans véritables engagements fermes ni de la part des donateurs, ni de la part du Liban lui-même. Une conférence qui risque, malgré son indéniable intérêt et son urgence pour le Liban, d'attiser les tensions interlibanaises autour de deux principaux thèmes : la stratégie de défense et la Russie.**



## Stratégie de défense

La veille de la conférence, le Liban, fragilisé par ses propres contradictions internes et par les pressions subies de son environnement immédiat, annonçait, par la voix de son Président Michel Aoun, qu'il entend ouvrir, enfin, le débat tabou sur sa stratégie de défense et de sécurité. Cette annonce, reprise le 15 mars à Rome par le Premier ministre Saad Hariri, devrait se concrétiser au lendemain des élections législatives prévues en mai prochain. C'est une condition posée par les partenaires arabes et occidentaux du Liban. D'ailleurs, [les programmes d'accompagnement proposés au Liban](#) par la communauté internationale, sur le plan militaire et sécuritaire (Rome II), le plan économique et financier (CEDRE) et celui des réfugiés (Bruxelles), devront être particulièrement bien encadrés, avec de multiples conditions pré-requises. Au

niveau militaire et sécuritaire, un secteur d'une priorité absolue dans le contexte actuel, il est demandé au Liban de

- (i) poursuivre son engagement dans la lutte contre le terrorisme,
- (ii) renouveler concrètement son engagement à stabiliser la région du sud du Liban en y jouant un rôle plus visible aux côtés de la FINUL,
- (iii) ouvrir le débat sur la stratégie de défense et de sécurité.

Ces conditions ne sont pas à rassurer l'ensemble des acteurs qui comptent sur la scène libanaise, et pourraient constituer en elles-mêmes des lignes de frictions entre Libanais. Déjà, à l'annonce d'une possible réévaluation de la stratégie de défense nationale par Aoun et Hariri, de franches réserves étaient émises par le camp chiite, par la voix de députés du Hezbollah et du mouvement Amal.

L'issue des élections législatives qui se tiendront sur la base d'une nouvelle loi électorale déterminera la capacité de l'Etat libanais à concrétiser ses annonces faites à Rome II, et déterminera donc aussi la volonté des partenaires du Liban à respecter les leurs. Il s'agit, en effet, dans le contexte pré-électoral, d'un échange de « déclarations d'intentions » entre le Liban et ses partenaires étrangers.

- (i) Un statu quo politique issu des urnes réduirait les chances de concrétisation de ces promesses faites par le Liban et les donateurs, ou, au mieux, rendrait l'implémentation des programmes au profit des Forces armées et de sécurité libanaises arbitraire.
- (ii) Un contrôle plus évident des institutions libanaises par le camp pro-iranien mettrait clairement en péril les programmes suggérés par les soutiens traditionnels du Liban (ex. [DONAS](#)), tout en ouvrant la voie à [d'autres alternatives](#) (ex. Russie) et, éventuellement, permettrait d'adopter très officiellement une stratégie de défense répondant aux impératifs de ce camp.
- (iii) Un retournement de situation franc au profit du camp adverse, hypothèse qui nécessite un repositionnement délicat du camp présidentiel à la lumière des évolutions géopolitiques, constituerait un élément incitateur supplémentaire au profit d'une implémentation rapide de ces programmes, spécialement ceux proposés par les partenaires traditionnels.

A ce stade, on est dans l'expectative, et dans la spéculation. Mais une chose est sûre, la résurgence des tensions entre la Russie et l'Occident n'est pas pour aider à l'apaisement des relations interlibanaises, ce qui n'est pas sans risque pour les plans de la communauté internationale prévus pour aider le Liban dans ses crises actuelles.

## Forcing russe

L'impact du facteur russe sur les rapports interlibanais et sur les liens entre le Liban et ses partenaires extérieurs ne doit pas être négligé dans le contexte géopolitique actuel. La Russie, bien installée dans le paysage géopolitique levantin, a du mal, depuis des années, à concrétiser son ambition de mettre pied au Liban. Elle le fait progressivement aujourd'hui à travers une panoplie de vecteurs, dont celui de l'énergie avec une présence, discrète mais efficace, sur le créneau de l'exploitation du [gaz offshore libanais, aux côtés des Français et des Italiens](#). Mais, s'il y a un secteur que les Russes ciblent depuis quelque temps, sans réel succès, c'est bien celui de la défense et de la sécurité. Rome II vient de leur offrir une plateforme concrète pour renouveler leur forcing. L'émissaire spécial du Président Vladimir Poutine pour le Moyen-Orient et l'Afrique, le vice-Ministre des Affaires étrangères Alexander Bogdanov, qui représentait la Russie à Rome II, a promis des aides en équipements aux Forces armées et de sécurité libanaises « sans contreparties » financières... L'annonce que le camp adverse attendait désormais, et redoutait, est celle d'un engagement russe chiffré, et qui serait conséquent, pour fournir des aides militaires que le Liban ne pourrait refuser cette fois. En effet, il est question d'un budget de \$1md, sous la forme de prêts à des conditions avantageuses, et qui permettrait de financer des programmes qui ouvriraient grandes les portes des institutions militaires et sécuritaires libanaises aux Russes. L'information a été confirmée par le PM Hariri lui-même, lors de la réunion du conseil des ministres le 21 mars au palais présidentiel de Baabda (en dressant le bilan de Rome II, Hariri est également revenu sur la ligne de crédit de €400m proposée par la France, pour la confirmer, alors que son cabinet planchait sur la conférence CEDRE prévue à Paris. Il a enfin révélé l'engagement pris par les Etats-Unis de fournir une donation de \$100m, alors que le Congrès venait d'approuver la levée des restrictions sur la livraison au Liban de certains matériels autrefois interdits).

On n'est pas à la première promesse russe du genre. Mais, les divergences grandissantes entre Moscou et les capitales occidentales, et qui se répercutent forcément sur les dossiers du Moyen-Orient, poussent à une réflexion plus approfondie sur le risque de voir le camp favorable à l'implantation de la Russie au

Liban se renforcer. Ce camp, qui a pour noms le Hezbollah, le régime syrien et l'Iran, pourrait bien voir dans les rivalités russo-occidentales l'occasion de contenir l'influence américaine et française au Liban, en y opposant une influence russe. On comprend aussi que les Russes soient tentés de provoquer les Américains et les Européens en ne refusant pas une telle opportunité... Les Libanais, qui savent refroidir leurs partenaires étrangers par leurs propres contradictions et incohérences politiques, sortiraient-ils des prochaines élections divisées aussi sur le facteur russe ? Le projet d'accord de coopération militaire et technique entre le Liban et la Russie, proposé par les ministères de la défense des deux pays, devrait être approuvé incessamment par le gouvernement afin de permettre au Ministre de la défense de signer l'accord avec son homologue russe début avril à Moscou. Le Président Michel Aoun, allié du Hezbollah, ne semble pas s'y opposer, au nom de la diversification des partenaires militaires et sécuritaires du Liban, alors que son Ministre de la défense Yaacoub Sarraf en est un fervent défenseur. Le prochain gouvernement aurait-il à arbitrer entre les penchants pro-américains/français des uns et les penchants pro-russes des autres, alors qu'il est déjà condamné à jouer aux équilibristes entre les camps pro-saoudien et pro-iranien ?

## Paris prépare l'après 6 Mai

Le Président Emmanuel Macron et son Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian pensent-ils faire à Rome d'une pierre plusieurs coups ?

- (i) Un geste aux industriels français de la défense.
- (ii) De nouvelles promesses de soutien au Liban, pays ami dont la stabilité est à nouveau sérieusement menacée.
- (iii) Une initiative pour renforcer durablement la présence française au Levant et pour contenir les offensives observées sur la scène libanaise et menées par des partenaires ou rivaux.



Mais, cette annonce française faite à Rome II ne risque-t-elle pas d'être perçue par une partie des Libanais, ceux qui restent sensibles aux humeurs changeantes de Téhéran, comme un geste hostile à leur égard, surtout si la donation promise s'inscrit dans le cadre plus large de la compétition géopolitique en cours entre deux axes, l'un pro-occidental relayé au Liban par le camp haririen pro-saoudien, et l'autre pro-russe relayé au Liban par le camp du Hezbollah pro-iranien ? Cette annonce française, qui a

besoin d'être confortée par un engagement libanais ferme qui viendrait du prochain gouvernement issu du prochain Parlement, ne risque-t-elle pas d'être perçue comme faisant partie de la stratégie de désarmement du Hezbollah ? L'issue des prochaines élections législatives, et surtout, celle des alliances remodelées au lendemain de ces élections, seraient déterminantes pour la suite.



*La suite du numéro 22 de la LettreM et ses autres rubriques (E-diplomacy ; La France vue par les 24 ; Grands contrats ; Spotlight) sont réservées aux clients de MESP. Des extraits des numéros précédents sont disponibles sur le site :*

<a href="#">LettreM • Numéro 21 • 13 mars 2018</a>	<a href="#">LettreM • Numéro 20 • 27 février 2018</a>
<a href="#">LettreM • Numéro 19 • 13 février 2018</a>	<a href="#">LettreM • Numéro 9 • 12 septembre 2017</a>
<a href="#">LettreM • Numéro 18 • 30 janvier 2018</a>	<a href="#">LettreM • Numéro 8 • 29 août 2017</a>
<a href="#">LettreM • Numéro 17 • 16 janvier 2018</a>	<a href="#">LettreM • Numéro 7 • 15 août 2017</a>
<a href="#">LettreM • Numéro 16 • 02 janvier 2018</a>	<a href="#">LettreM • Numéro 6 • 1er août 2017</a>
<a href="#">LettreM • Numéro 15 • 19 décembre 2017</a>	<a href="#">LettreM • Numéro 5 • 18 juillet 2017</a>
<a href="#">LettreM • Numéro 14 • 5 décembre 2017</a>	<a href="#">LettreM • Numéro 4 • 4 juillet 2017</a>
<a href="#">LettreM • Numéro 13 • 21 novembre 2017</a>	<a href="#">LettreM • Numéro 3 • 20 juin 2017</a>
<a href="#">LettreM • Numéro 12 • 7 novembre 2017</a>	<a href="#">LettreM • Numéro 2 • 6 juin 2017</a>
<a href="#">LettreM • Numéro 11 • 10 octobre 2017</a>	<a href="#">LettreM • Numéro 1 • 23 mai 2017</a>
<a href="#">LettreM • Numéro 10 • 26 septembre 2017</a>	<a href="#">LettreM • Numéro 0 • 9 mai 2017</a>

# LettreM

MIDDLE EAST  
Strategic Perspectives

Bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord

Beyrouth • Numéro 22 • 27 mars 2018

[www.mesp.me](http://www.mesp.me)

---

## Geopolitical Risk

We draw on our combined expertise and an explicitly pragmatic approach to offer a unique understanding of the regional dynamics affecting your business.

## Business Intelligence

We put our analytical skills to work to treat information and transform raw data into actionable intelligence giving you solid basis to make an informed decision.

## Strategic Monitoring

We offer a round-the-clock scanning of your environment to provide you with a strategic advantage over your competitors, and to anticipate and manage risks.

## Business Diplomacy

We help you devise a strategy to manage interactions with government and non-government stakeholders to seize new opportunities, minimize political risks, prevent potential conflicts and safeguard your image.